Le chiffre du mois

4,3% du PIB

En valeur ajoutée, les infrastructures et services numériques représentaient 104 Md€ (4,3 % du PIB) en France en 2019, dont 30 Md€ pour les infrastructures numériques et 75 Md€ pour les services numériques. En tendance sur dix ans, la valeur ajoutée totale de ces deux segments a augmenté de 23 % en valeur. Cette augmentation modérée, moins forte que celle du PIB, s'explique en partie par le caractère déflationniste des infrastructures.

Source : Mémo "Poids du numérique en France"

La dataviz du mois

Les accords d'association entre l'Union européenne et l'Afrique du Nord, conclus à partir de la fin des années 1990, ont favorisé une progression du commerce entre les deux rives de la Méditerranée.

Note de lecture :
Somme des échanges (exportations + importations), euros ;
Base 100 : Année 0 = entrée en vigueur de l'accord ;
Données estimées avant 1999.

Source : Trésor-Éco n° 296 "Accords d'association et intégration commerciale entre l'Union européenne et l'Afrique du Nord"

Le best of des services

Retrouvez chaque mois, une sélection des travaux des services.

Les droits de mutation à titre onéreux et leurs conséquences sur le marché immobilier et la mobilité des ménages (SPP)

Ce mémo vise à fournir des éléments d'analyse pour répondre aux demandes récurrentes de suppression des droits de mutation à titre onéreux (DMTO) afin de réduire le coût de la primo-accession pour les 59 % de ménages propriétaires occupants.

Consulter le mémo

Analyse comparée des échanges commerciaux des pays de l'UE dans le secteur automobile (SPMAE)

Ce mémo présente une analyse des échanges commerciaux des pays de l'Union européenne dans le secteur automobile. La nature et l'orientaion géographique des biens automobiles exportés par les pays de l'UE illustrent la diversité des choix stratégiques, l'Allemagne exportant relativement plus de produits haut de gamme et davantage vers les pays émergents. Depuis 2000, la France perd des parts de marché du fait d'un recul de sa compétitivité « coût » et « hors coût », mais également en raison d'un positionnement de gamme et d'une spécialisation géographique défavorables.

Consulter le mémo

Finance décentralisée : risques pour la stabilité financière et enjeux de réglementation (SFE)

La finance décentralisée (decentralised finance - DeFi) désigne l'ensemble des activités de financement qui sont réalisées de manière autonome et décentralisée, sans l'intervention d'un intermédiaire financier. Alors que mi-2021 le montant total des actifs hébergés au sein de la DeFi ne s'élève encore qu'à 55 Md$, l'écosystème est en rapide expansion, avec différentes connexions avec la finance traditionnelle. Le développement de la Defi pourrait potentiellement nécessiter d'adapter la réglementation en vigueur.

Consulter le mémo

Contrôle des investissements étrangers au titre de la sécurité nationale : où se situe le régime "IEF" sur le plan international ? (SAMD)

Les dispositifs de contrôle des investissements étrangers se sont récemment renforcés dans le monde entier, en réaction à des soupçons d'ingérence étrangère dans les économies {en particulier chinoise), et, dans une moindre mesure, à la crise sanitaire qui a mis en avant les risques de dépendance stratégique à l'étranger. Ce mémo vise à comparer les mécanismes et pratiques du contrôle des investissements étrangers au titre de la sécurité nationale dans six pays (hors UE) développés et pratiquant l'Etat de droit : Norvège, EtatsUnis, Canada, Australie, Japon et Israël.

Consulter le mémo

Stratégies pays de sécurisation des approvisionnements en minerais et métaux rares (SABINE)

Les ressources minérales jouent un rôle essentiel dans l'accompagnement des transitions bas carbone et digitale. L'Agence Internationale de l'Energie anticipe une multiplication par 42 de la demande mondiale de Lithium d'ici 2040 par rapport à 2020, par 21 pour le Cobalt et 19 pour le Nickel. Face aux risques de dépendance extérieure, les stratégies des pays sont plus ou moins affirmées et diffèrent selon leur rôle dans les chaines de valeur (extraction - transformation - consommation). Ce mémo restitue les études réalisées par le réseau des services économiques de 10 pays producteurs (Australie, Canada, Inde) et consommateurs (Allemagne, Corée du Sud, Espagne, Etats-Unis, Italie, Japon, Royaume-Uni).

Consulter le mémo

COREE DU SUD-ETATS-UNIS - Implantation d'une fonderie de semi-conducteurs Samsung au Texas - Analyse des mesures incitatives (SE de Séoul et SER de Washington)

Le 23 novembre 2021, Samsung a annoncé la construction d'une fonderie de semi-conducteurs « logiques avancés » dans la ville de Taylor, au Texas. L'investissement s'élève à 17 Md$, dont 6 Md$ pour la construction et 11 Md$ pour les équipements, le site devant générer 10 000 emplois pour sa construction et près de 2 000 emplois directs d'ici à sa mise en service prévue en 2024.

Consulter la note

Consulter toute la sélection

Le zoom du mois : Cap sur Abu Dhabi !

Présentation du SER, des enjeux de la zone géographique, de son équipe et de ses actualités.

Consulter la présentation

L'interview du mois : Violaine Biafora, adjointe Multicom3

Profil

Ton livre de chevet ou du moment : « Argent sale : la traque » un livre sur les grandes affaires de blanchiment

Ton film/série culte : si on parle de série culte, bien qu'elle date un peu, mais je suis une grande fan de Code Quantum. L'idée de pouvoir réparer les erreurs du passé…Plus récemment, je me suis lancée dans The Office. Quant à mon film culte, c'est sans aucun doute Les Evadés.

La chanson que tu chantes sous la douche : très souvent du Michael Jackson ou du Frank Sinatra.

Pourquoi avoir choisi de rejoindre la DG Trésor ?

Violaine Biafora : Une opportunité s'est présentée de manière complètement improbable et je l'ai saisie. La DG Trésor est très réputée au sein de l'Etat et j'avais envie de pouvoir travailler dans cette administration d'excellence. Je ne regrette rien ! J'ai eu la chance d'occuper deux postes passionnants et formateurs à de nombreux égards. J'apprécie tout particulièrement au Trésor la confiance accordée aux collaborateurs.

Qu'est-ce qui te plaît le plus dans tes missions ?

VB : Je dirais avant tout le sens. J'ai vraiment le sentiment que nous œuvrons à l'intérêt général. Et quand les journées sont longues, il est important de pouvoir remettre les choses en perspective...

Quels sont les grands enjeux actuels en matière de lutte contre le blanchiment des capitaux et le financement du terrorisme ?

VB : La France est en pleine évaluation de son dispositif national de lutte contre le blanchiment de capitaux et de financement du terrorisme par le Groupe d'Action Financière (aka le GAFI). Elle se doit d'être au rendez-vous des engagements pris sur la scène internationale sur ces questions et d'affirmer l'efficacité de son modèle. Sur le

fond, les cryptomonnaies représentent un véritable défi. Il s'agit de trouver le meilleur équilibre possible entre une réglementation qui permette l'essor de ce secteur d'activité et des garde-fous qui découragent les criminels de se servir de ce vecteur pour faire transiter des flux financiers illicites. Quant à la lutte contre le financement du terrorisme, pas besoin de vous préciser que c'est une priorité nationale.

Quelle est ta plus belle réalisation / ton plus gros succès dans ton poste ?

VB : Je pense au plan d'actions interministériel en matière LBC-FT. Nous l'avons porté sur les fonts baptismaux avec mon binôme et avons réussi à fédérer sur ce projet un collectif de travail en interministériel– ce qui est en soi un challenge. Nous voulions nous servir de l'évaluation GAFI comme d'un levier pour renforcer le système là où il y avait matière à renforcer le dispositif. Cela a donné lieu à une feuille de route ambitieuse pour les deux années à venir, portée au plus niveau de l'Etat. Mais évidemment, le succès de l'évaluation de la France après deux ans et demi de travaux acharnés, dont la dynamique a été mise à mal par une pandémie mondiale, serait également une vraie récompense pour tous les efforts fournis.

Un talent insoupçonné, une passion ou bien une expérience de vie insolite à partager ?

VB : Une passion inextinguible pour les sneaker. Mon expérience de vie insolite, c'est une rencontre avec le Dalaï Lama lors d'une réunion de travail au Parlement européen il y a une dizaine d'années.

Campagne de développement des compétences managériales des cadres supérieurs de la DG Trésor

Le Trésor organise annuellement un exercice d'appréciation des compétences managériales de ses cadres exerçant des fonctions managériales. Cette campagne se déroulera du lundi 10 janvier au lundi 24 janvier 2022.

Elle repose sur un questionnaire en ligne qui s'appuie sur le référentiel interministériel des compétences managériales des cadres supérieurs et qui comporte des questions sur la conception (impulser une réflexion stratégique, innover…), l'action (s'adapter, transformer…) et la relation (écouter, responsabiliser ses collaborateurs…).

Dans ce cadre, un chef de bureau recevra une contribution de ses collaborateurs, de ses pairs au sein de la direction ou de Bercy et également – nouveauté cette année – de son supérieur hiérarchique. Uns sous-directeur ou un chef de service recevra une contribution d'une partie de ses équipes, de ses pairs au sein de la direction et également de ses interlocuteurs externes.

Ce dispositif, prévu avec un panel suffisant d'agents, garantit confidentialité et anonymat des réponses.
A l'issue de l'exercice, chaque manager se voit proposer une restitution individuelle de ses résultats avec une tierce personne dans le cadre d'un coaching flash.

Il s'agit d'un exercice particulièrement utile pour le développement des compétences managériales des cadres de la DG Trésor. Nous comptons sur la mobilisation de tous et le bureau DEV RH se tient à votre disposition pour toute précision sur ce dispositif.

Réunion du Comité Trésor numérique le 8 décembre 2021

Le Comité Trésor numérique a été mis en place en 2019 pour assurer la gouvernance numérique de la DG Trésor. Il a pour objectif de définir et de piloter la gouvernance des sujets numériques au sein de la direction. Il vise à assurer que les besoins et attentes exprimés par les bureaux métiers et les utilisateurs sont en phase avec les actions menées. Outre des représentants du SG, ce comité est composé d'agents de tout niveau hiérarchique et de différents services, ainsi que du délégué aux enjeux numériques.

Cette nouvelle réunion du Comité a été l'occasion de faire le point sur la sécurité des données au sein de la Direction. L'enjeu des déplacements à l'étranger et la sécurisation des messageries électroniques ont été notamment abordés. DSI a rappelé l'importance des règles de bonnes pratiques : connexion à MaMobilité quand l'agent accède à internet via des bornes Wifi publiques, la nécessité de chiffrer les messages sensibles.

Ce CTN a aussi abordé la gestion du serveur de fichiers, soulignant l'hétérogénéité des pratiques de tri et de classification. Les participants ont élaboré des pistes d'amélioration : diffusion de bonnes pratiques telles que déjà menées par BCVie avec l'initiative du Cleaning Day, mise en place d'un moteur de recherche transversal aux différents outils de stockage.

La gestion de la donnée au sein de la direction a également constitué un sujet majeur du CTN. Les discussions ont conclu à la nécessité d'une stratégie globale avec un pilotage hiérarchique pour mieux appréhender la donnée, cibler les actions à mener et fixer des objectifs concrets.

Enfin, la réunion a permis d'aborder le déploiement d'équipements et outils numériques intéressant l'ensemble des agents, comme l'augmentation de la flotte de smartphones, l'accès facilité à des outils de visioconférence prévu en 2022 et des améliorations substantielles en cours de définition pour l'application Mélodie.

Arrivées - nominations

Ils nous ont rejoints
(en décembre 2021)

Aurélien AUGER
Adjoint POLSEC3

Eléonore CECILLON
Adjoint POLSEC4

Nicolas LEFEBVRE
Adjoint POLSOC3

Matthieu PHILIPPOT
CBU EUROPE3

Simon PIRMET
Adjoint FININTER3

Ils ont quitté la DG Trésor

Bernadette BEGHI, Vincent BOUCHET, El Mehdi EL HERRADI, Timothée HURE, Priscille MERLE, Pierre MONGRUE, Corentin PONTON, Guilhem ROGER, Hamza ZAKRAOUI.

Nominations (janvier 2022)

Jean DALBARD est nommé chef du PAESF

Anis MARRAKCHI est nommé chef du bureau POLSEC1

Parmi les prochains rendez-vous

- **Le 19 janvier :** Voeux d'Emmanuel Moulin et Muriel Lacoue-Labarthe
- **Le 21 janvier :** Webinaire Les clefs du Trésor
- **Le 21 janvier** : PFUE - Protéger les européens contre la criminalité financière et le financement du terrorisme (Paris)
- **Le 28 janvier :** PFUE - Pour un commerce plus durable et plus responsable (Paris)

Consulter l'agenda de la communication